

## Politique économique

L'économie est l'étude de la façon dont les sociétés utilisent les ressources rares pour produire des biens ayant une valeur et les répartir entre les individus.

Rationnel: achats réfléchis (homoéconomus, néo-classique). Courbe d'indifférence pour maximiser satisfaction.

Nous évoluons dans un monde de rareté (état où les biens sont en quantité limitée relativement aux désirs)

Efficacité: utilisation la plus efficace possible des ressources d'une société pour satisfaire les souhaits et désirs des individus.

Macro-économie: étude du comportement de l'économie dans sa globalité.

- Adam Smith (XVIIIe) est considéré comme le fondateur de la microéconomie (branche de l'éco concernée par le comportement des entités individuelles comme ménage ou E.)
- L'autre grande branche de notre discipline est la macroéconomie => concernée par les résultats globaux de l'économie (Keynes, XXe, 3 politiques monétaire, budgétaire, fiscale: redistribution). La macro n'est apparue sous la forme moderne qu'après 1936, quand Keynes publia son ouvrage (théorie générale de l'emploi et de la monnaie).

=> l'économie met en scène un complexe d'action économique dont chacun peut remplir des fonctions multiples.

Ces acteurs sont regroupés dans la comptabilité nationale en  $\neq$  catégorie (E., ménages, intermédiaires financiers...)

### I - Les concepts fondamentaux sur le fonctionnement d'une économie

#### A) concepts fondamentaux des économies et comment gérer des ressources limitées

L'économie étudie les divers mécanismes dont une société peut se servir pour décider l'affectation de ses ressources rares. De là, il existe une pluralité de systèmes économiques dont les formes les plus représentatives sont d'une part:

- l'économie de marché: caractéristique des nos démocraties, (Keynes état providence).
- L'économie planifiée: de manière autoritaire et centralisée a perdu l'essentiel de son moteur depuis la chute du mur de Berlin (Marx état producteur)

## 1) Il existe 3 formes possibles de fonctionnement de l'économie

- **Economie de marché:** Les individus et E. privées prennent les grandes décisions concernant la production et la consommation (mécanisme de marché: Loi Offre/ Demande, prix de marché, profit/perte, incitation à la rémunération). Les pouvoirs publics ont juste un rôle d'encadrement des marchés. (Walras, marginaliste, commissaire priseur).

Les E. produisent les biens qui procurent le plus de profit avec les techniques les moins coûteuses. La consommation est déterminée par les décisions des individus sur la façon de dépenser les salaires et les revenus de la propriété engendrés par leurs travaux et leur patrimoine. Les individus sont supposés connaître ce qui leur convient le mieux, ils sont libres d'allouer les ressources dont ils disposent pour atteindre leur plus grand bien-être personnel.

Le cas extrême d'une éco de marché dans lequel l'état s'abstient de toute décision est qualifié d'économie de laissez-faire (état gendarme: fonction régalienn). Le maximum de bien-être collectif est atteint par le fait que chaque agent éco maximise son bien-être individuel. Le bien-être collectif est assimilé à la somme des bien-être individuels.

- **Economie dirigée:** L'état prend toutes les décisions importantes concernant la production et la répartition. L'état possède l'ensemble des moyens de production (terre et capital). Le régime autoritaire planifié centralement consacre le principe de la primauté de la collectivité sur l'individu. C'est la collectivité (état) qui définit la fonction de préférence collective et qui alloue à celle-ci les ressources disponibles.
- **Economie mixte:** avec des éléments d'une économie de marché et d'une économie dirigée. Aujourd'hui aucune société contemporaine correspond aux 2 premières catégories, elles sont des économies mixtes.

## 2) l'économie met en scène un système complexe d'acteurs économiques

Les relations entre 2 groupes de sujets économiques. Existence ménages et E. mais aussi de l'état, des banques et de l'étranger. Pour simplifier notre présentation nous en ferons provisoirement abstraction, nous considérons d'abord une économie fermée sans intervention de l'état. François Quesnay (représentation de système éco)

Les ménages ne dépensent pas tout leur revenu. Important que cette part ne soit pas thésaurisée mais réinjectée dans le circuit économique (prêt aux entreprises). Le système bancaire récupère l'épargne des ménages par des dépôts des épargnants.

Du point de vue des finances publique, l'état comprend la sécurité sociale. Les pouvoirs publics entretiennent des relations avec les ménages et entreprises.

3 types de flux financier:

- échanges de biens et services et les flux de paiements afférents
- mouvements de revenus gagnés
- mouvements de capitaux

Ces flux sont enregistrés dans 2 comptes de synthèse:

- **la balance commerciale:**  $\neq$  entre importations et exportations.
- **la balance des paiements:** Elle mesure la  $\neq$  entre les flux financiers entrant et sortant du pays.

### 3) Une économie doit décider comment s'en sortir avec ses ressources limitées

#### a) facteur de production

Une société emploie la technologie dont elle dispose pour combiner les moyens de production pour obtenir des produits  $\Rightarrow$  facteurs de production:

- **La terre:** ressources naturelles représente un don de la nature. C'est une constante.
- **Le travail:** assimilé au temps consacré aux hommes dans la prod, c'est le facteur de prod le plus crucial dans une économie industrielle avancée
- **Les ressources en capital:** les biens durables en économie, produits en vue de produire d'autres biens.

#### b) La frontière de production

**La frontière de production:** La frontière des possibilités de production montre les quantités maximales de production pouvant être obtenues par l'économie compte tenu de ses connaissances techno et des quantités des moyens de production disponibles.

Elle exprime l'ensemble des combinaisons de biens et services accessibles pour la société. Les pays sont contraints par les ressources et la techno disponibles.

#### c) les coûts d'opportunités et l'efficacité

Dans un monde de rareté choisir quelque chose signifie de renoncer à quelque chose d'autre.

- **Le coût d'opportunité** d'une décision est la valeur du bien auquel on renonce en affectant les ressources disponibles à un autre usage
- **Efficacité productive** quand l'économie ne peut produire davantage d'un bien sans produire moins d'un autre bien. Cela implique que l'économie est sur la frontière des possibilités de production.

## B) Approche générale de la notion de politique économique et notion de base sur le fonctionnement d'une économie dirigée

- **La politique économique est l'ensemble des décisions des pouvoirs publics en vue d'orienter l'activité économique.** Dans certains cas le fonctionnement normal du marché ne permet pas d'aboutir à une situation d'équilibre satisfaisante. Ces limites de la régulation par le marché justifient l'intervention de l'état dans l'économie.
- Les moyens d'intervention de l'Etat dans la sphère économique reposent sur différentes politiques:
  - politique budgétaire: grand travaux
  - Politique monétaire: baisse du livret A
  - Politique de lutte contre le chômage

On parle alors de politique économique quand l'état décide d'augmenter le déficit budgétaire pour soutenir l'emploi. Ou de fixer des normes en matière de hausse des prix ou de revenus pour l'inflation. OU encore fiscalité différentielle pour soutenir l'exportation.
- La politique économique a reçu ses lettres de noblesse avec la révolution Keynésienne. L'économie de marché ne tendrait pas de manière spontanée vers des équilibres satisfaisants.
- La politique économique n'entend pas substituer aux décisions privées comme dans des économies planifiées mais s'efforcent de les orienter en leur offrant un système d'information de tel sorte que le résultat de leur conjonctions apparaissent à moyen terme comme favorable.
- Economie moderne: économie de marché fonctionnant de façon centralisée.

**Optimum de Pareto:** la situation économique tel qu'on ne peut rien modifier sans altérer le sort d'autres agents économiques sans compensation possible.

## 2) Notion de base d'une économie de marché.

Les économies modernes sont des économies de marché, fonctionnant d'une manière décentralisée.

- Economie de marché => Smith, Ricardo, Say... Explication des phénomènes structurels des économies. Le capitalisme s'attaque d'abord à la fixation des prix.
- Théorie keynésienne 1936 => domaine conjoncturelle. La pensée libérale de fixation des prix sur un marché est fortement critiquée par les écoles de

pensées qui rappelaient que l'économie ne pouvait être détachée de son contexte socio politique.

- La théorie de l'économie planifiée est née de l'interprétation marxiste de la valeur. La notion de valeur est le reflet de nos besoins sur les biens.

Principe de fonctionnement d'une économie de marché à court et à long terme, en nous référant au modèle qui réunissait l'offre et la demande globale pour représenter l'équilibre général d'une économie. L'équilibre économique national peut être appréhendé à travers un circuit entre quantité globale (agrégat de production, de revenu et de dépense).

Dans cette relation il y a le nécessaire équilibre entre l'offre et la demande globale. Tous les biens et services utilisés dans le pays viennent nécessairement de quelque part. C'est à dire soit la production intérieure soit des importations.

Tous les biens et services offerts sur le marché sont employés d'une façon ou d'une autre: soit vendus (pour consommation et investissement intérieur) soit stockés. L'offre globale est donc forcément identique à la demande globale.

**PIB + Importation = Consommation + I + Exportation**  
**Offre globale                  Demande globale**

La production globale et le niveau des prix dépendent de l'offre et de la demande globale de biens et services.

- **Demande globale** peut être conçue comme un barème de dépense globale rassemblant les décisions de dépense des différents secteurs de l'économie.
- **L'offre globale** dépend du niveau technologie, ressources disponibles (humaines, capitale et naturelles)
- Dans une économie **le niveau effectif de la production et le niveau général des prix** sont déterminés par l'interaction de l'offre et de la demande globale.
- **Demande globale** = Consommation + Investissement + dépenses publiques + exportations
- **Offre globale** = Coût RH + coût K + coût RN + technique

En cas de déséquilibre, l'ajustement s'opère par des variations à la fois du niveau général des prix et de la quantité des biens et services échangés. Cette représentation a cependant connu des interprétations très diverses qui ont eu des répercussions importantes sur la place que l'état devait occuper dans une économie de marché. Cette place est avant tout déterminée par l'ef-

efficacité de la politique économique. Une telle politique se définit par toute action de l'état qui cherche à régulariser l'activité économique (mesuré par la quantité). A court terme ce que l'on appelle la politique conjoncturelle et à long terme politique de croissance.

Courbe de demande => décroissante en fonction du prix

**La concurrence** désigne une structure où les acheteurs sont suffisamment nombreux pour qu'aucun puisse influencer sur le prix. les mécanismes du marché déterminant le prix d'équilibre.

**Le prix d'équilibre** correspond à l'égalisation sur le marché de toutes les offres et de toutes les demandes.

Si l'un des facteurs varient il y aura pour un même prix, une modification de la demande:

- Echelle de préférence des consommateurs
- revenus des consommateurs
- nombre de consommateurs de ce bien
- le prix de tous les autres biens

Courbe d'offre => croissante en fonction du prix

Déplacement de la courbe d'offre:

- niveau de la technique
- Prix des facteurs de productions
- Nombre de vendeurs

### Exercice:

$$Q_o = 4/3P$$

$$Q_d = -2/3P + 12$$

$$Q_d = Q_o$$

$$4/3P = -2/3P + 12$$

$$4/3P + 2/3P = 12$$

$$6/3P = 12$$

$$2P = 12$$

$$2P/2 = 12/2$$

$$P = 6$$

$$Q_o = 4/3 \times 6$$

$$Q_d = -2/3 \times 6 + 12$$

si Importation = 3 alors on remplace P par 3.

### 3) Existence de déséquilibres conjoncturels et possibilité de modifications structurelles

Le model de CPP est un idéal type qui a pour vocation de clarifier la réalité. C'est un système autorégulateur régi par la loi du marché qui ne nécessite ni aide ni régulation intérieur. Ce model assure l'allocation optimal des ressources. 5 hypothèses:

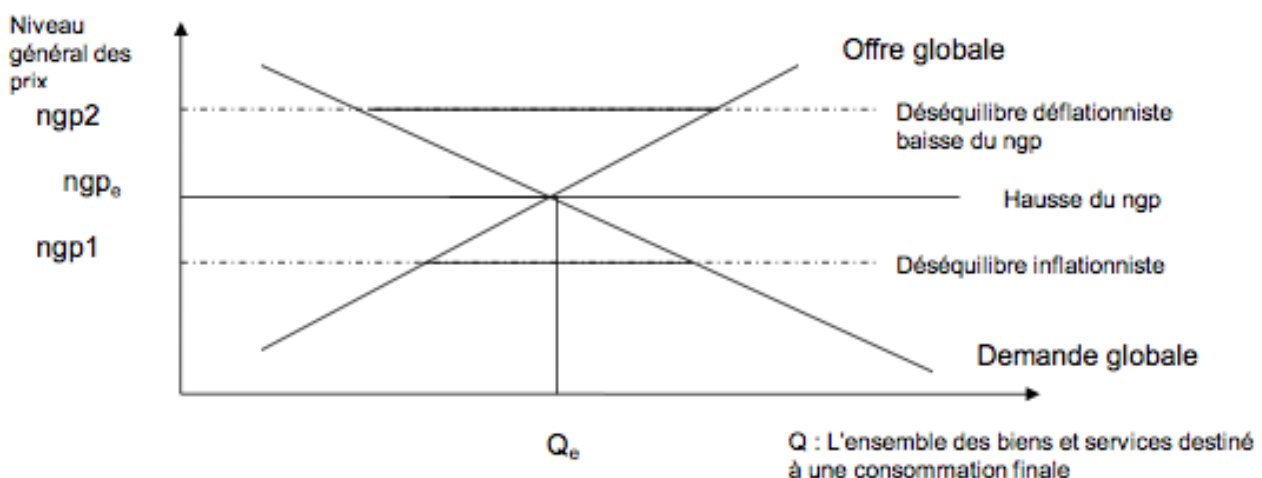
- **L'atomicité du marché:** participants au marché sont nombreux et de petite taille (peuvent pas influencer).
- **Fluidité du marché:** liberté d'entrée/ sortie du marché
- **Homogénéité des produits:** les produits offerts sont identiques et substituables
- **Transparence du marché:** information parfaite
- **Mobilité des facteurs de production:** travail et capital peuvent se tourner vers les emplois les plus rémunérateur.

#### A) Existence de déséquilibres conjoncturels

NGP => niveau général des prix

- Si la D globale > O globale => NGP augmente (phénomène appelé inflation)
- Si Le NGP > prix d'équilibre alors O globale > D globale => NGP baisse (phénomène de déflation)

Cependant pour des raisons institutionnelles (tels que accords de prix entre plusieurs producteurs) les prix s'avère rigide à la baisse. Par conséquent une surproduction ne se traduit pas forcément par une baisse du NGP. Mais conduit à un sous emploi car entreprises réduisent leur production.

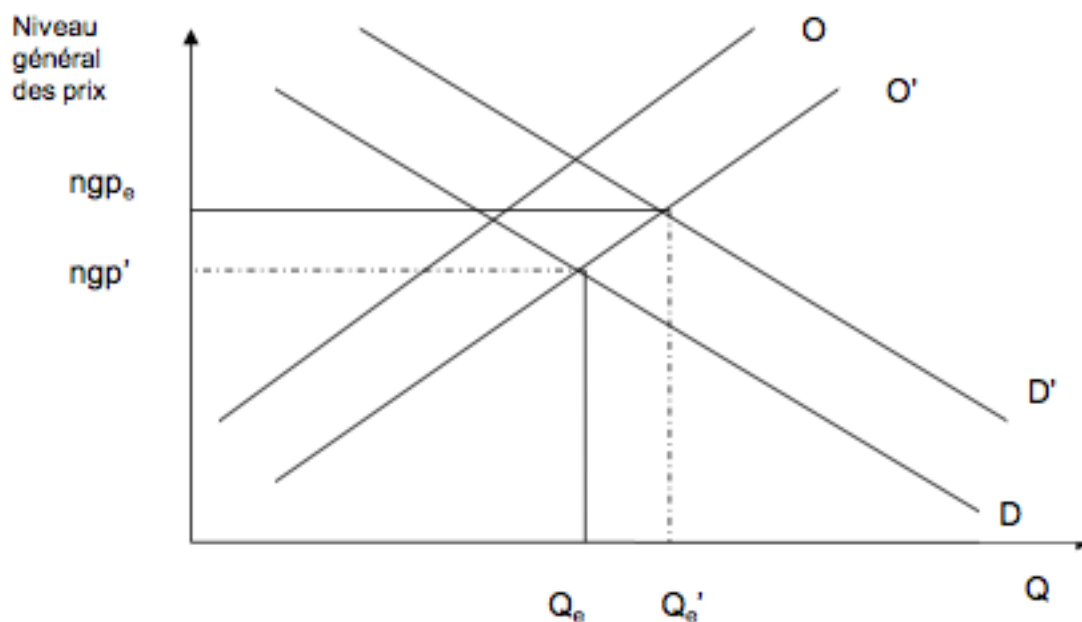


## B) Possibilité de modifications structurelle

A long terme, l'O globale se modifie à la suite:

- de variation des facteurs de production  $Y=f(w,k)$ :
  - travail (pop active, croissance démo, politique d'immigration, culturelle)
  - capital (stock de capital fixe)
- d'introduction de progrès technique dans le processus de production => abaissement de coûts de production des biens existant. Ca explique le déplacement de l'offre globale vers la droite sur graphique O/D.

Cette croissance de l'offre n'implique pas forcément une surproduction qui aboutirais à une baisse du NGP => déplacement de la demande vers la droite sur graphique O/D.



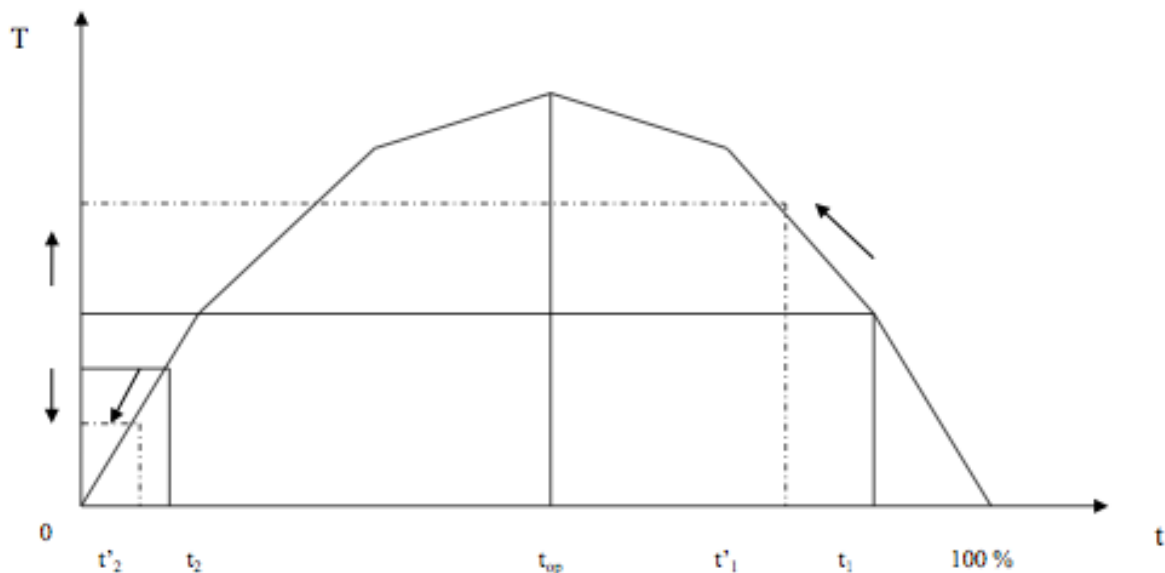
## C) Modélisation macro économique

L'action de l'état se traduit par un mouvement de l'offre ou de la demande globale selon qu'il s'agit d'instrument qui cherche à influencer la production directement par la variation de l'offre globale (économie de l'offre) ou indirectement par la variation de la demande globale (gestion de la demande)



## ● A court terme

- économie de l'offre: baisse des coût de production par la fiscalité  
la courbe Arthur B Laffer



- axe verticale: recette fiscale,
- axe horizontale: taux d'imposition
- Taux d'imposition optimal ( $t_{op}$ ) => assure les recettes fiscales les plus élevées possible. Si il est dépassé, son poids devient trop lourd et activité éco se trouve freinée et donc rentrée fiscale diminue. Comme il n'est pas possible de le déterminer (théoriquement ou empiriquement), la courbe de Laffer doit être interprétée sur le terrain normatif de l'économie. Elle ne cherche qu'à illustrer le fait que l'importance de l'état est devenue trop grande dans un système économique de marché et qu'il convient de repenser son rôle. Une réduction du taux imposition entraine un déficit du budget de l'état sur le court terme.

- économie de la demande => augmentation des dépenses de l'état, variation de la demande globale par

**=> la politique budgétaire.**

- L'État peut stimuler la demande globale par une variation de ses dépenses et de ses recettes:  $C + S + T = C + I + G$

conso + épargne + recette publique = conso + invest + dépense publique

- D'où nous trouvons la condition d'équilibre.  $I - S = T - G$
- Donc  $G < T$

- La politique budgétaire cherche à atteindre le revenu d'équilibre de plein emploi par la relation des dépenses et des recettes publiques. L'état cherche à adapter soit ses dépenses soit ses recettes à l'évolution économique. Le budget de l'état est équilibré lorsque  $G=T$ , excédentaire si  $T>G$  et déficitaire  $G>T$
- Les limites de la PB. Elle n'est efficace que si elle peut être mise en place à temps. Par le processus lent de la décision politique, cet instrument a tendance à exercer ses effets de manière pro-cyclique, renforcent même des déséquilibres qu'il cherche à corriger.

Augmentation des moyens de paiements.

### => Politique monétaire

Objectif de maintenir ou ramener l'économie à l'équilibre par la variation de la masse monétaire. Inflation => réduire masse monétaire (augmentation impôts). Les tâches de la politique monétaire consistent à:

- stabiliser les prix
- maintenir le plein emploi adapter les missions monétaires au revenu national de plein emploi)
- soutenir la croissance économique (augmenter la masse monétaire en fonction de la valeur réelle de la production)
- Les instruments qui sont à l'origine de la variation de la monnaie en circulation selon leurs actions sur le crédit et le taux d'intérêt:
  - L'action directe sur le crédit: la variation des crédits accordés est obtenue par la manipulation du ratio de trésorerie: en cas d'inflation => politique vise à réduire la  $D_g$  par la réduction des liquidités disponibles et donc une hausse du taux d'intérêt.
  - L'action indirecte par le biais du taux d'intérêt: Le niveau global du taux d'intérêt peut être changé par la politique du réescompte. L'action se fait sur les taux d'intérêt à court terme mais par l'intermédiaire de la demande de crédit. La variation du taux d'intérêt à court terme se répercute également sur les taux pratiqués à long terme.

Deux conditions pour une politique monétaire efficace:

- la banque nationale doit être libre d'agir sur la masse monétaire en fonction des déséquilibres conjoncturels. Une petite économie très ouverte aux relations économiques internationales n'est pas en mesure d'adapter la masse monétaire aux besoins conjoncturels.
- La demande de monnaie doit avoir une certaine élasticité par rapport au taux d'intérêt (le phénomène de la trappe de liquidité ne doit pas se produire).

● A long terme

## =>Economie de l'offre

- Accumulation des facteurs de production. Si la quantité d'un facteur augmente (celle de l'autre facteur et les autres termes de l'échanges restant constant) la production du bien relativement intensif en ce facteur augmente. Tandis que la production de l'autre bien utilisant relativement peu de ce facteur diminue en termes absolus.
- Politique de promotion industrielle et de stimulation innovation technologique (progrès technique)
- politique de la concurrence => et donc lutte contre les cartels.
- Droits de douanes

La formation du revenu national et les fluctuation

### 1) La fonction de consommation macro économique

Le revenu peut être affecté soit:

- à l'achat de b&s
- soit à l'épargne

On en déduit que le montant consacré par les consommateurs à l'acquisition de bien de consommation est lié au niveau de leurs revenus. Des recherches statistiques ont montré la corrélation suivante: si le revenus national monte, le montant dépensé à titre de consommation monte également => C est directement proportionnel à Y. Cette relation est appelé fonction de consommation macro-économique. Le rapport entre C/Y représente la propension moyenne à consommer. Pour chaque niveau de revenus la la propension moyenne est la même. propension marginale a consommer =  $\Delta C / \Delta Y$ . Elle est toujours égale ou inférieure à 1. complément de la propension marginale a consommer est la propension marginale a épargner. ( $S=1-C$ )

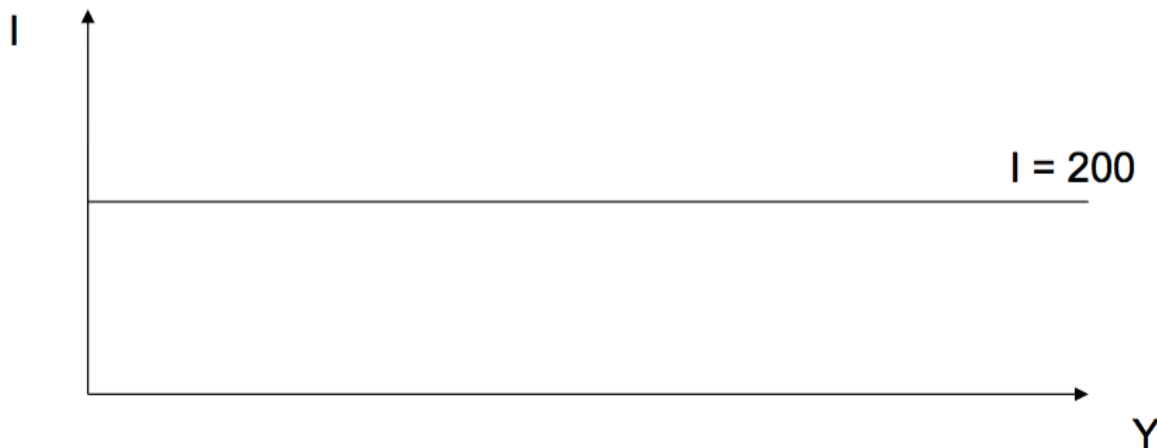
### 2) les investissements

Les ménages exercent une demande sur les biens de consommation. Les entreprises demandent des biens d'équipements et constituent des stock. Les consommateurs agissent sur la consommation en décidant ce qu'ils achètent. Les producteurs eux agissent sur l'investissement en prenant des décisions d'investir.

Les entreprises envisagent d'investir 200MM par exemple quel que soit le montant du revenus national (Y). Si les I sont insensible au niveau du produit national, ils sont appelés I autonomes. Dans le cas contraire, quand il y a une

relation entre le montant des I et le niveau de la production national. On parle d' I induits (Modification du revenus national). On ne s'intéressera qu'aux autonomes.

Il y a donc une équation de comportement:  $I = 200$  parce que le comportement des producteurs est décrit par cette équation. La fonction d'I est une droite parallèle à l'axe horizontale parce que I est toujours constant par rapport à Y.



### 3) Le revenu d'équilibre en économie fermée

La condition d'équilibre du revenu national se définit dans l'optique de la dépense par l'équation:  **$Y = C + I$**

Le revenu est donc déterminé pour une fonction de consommation donnée et pour un niveau d'I donné. Et fixé indépendamment du revenu.

Supposons un investissement autonome de 10 milliards, une propension marginale à consommer de 0,75 et le paramètre constant de la fonction de consommation de 5 milliards.

$$Y = 1/(1-0.75)(5+10)$$

Le revenu d'équilibre s'élève donc dans notre exemple à 60 milliards.

Cette détermination du revenu peut être exprimée de 2 manières:

- équilibre sur le marché des biens et services: valeur finale de la production
- équilibre entre I et épargne (S)

L'apport Keynésien de l'égalité n'exprime que la constatation évidente que le revenu est le résultat de la vente de biens de consommation et d'I ne peut être affecté qu'à l'épargne ou la consommation

$$S = Y - C \Rightarrow I = S$$

#### 4) La fluctuation du revenu dû à la variation de la demande globale

Les variations de la D globale se font surtout sentir à cours terme. La demande d'I se caractérise en particulier par des changements parfois brusques, notamment à cause des changements dans le marché des affaires. Cependant, la théorie concernant la détermination du revenu abouti à un résultat moins évident. L'accroissement des I a un effet multiplicateur sur le revenu.

##### Déséquilibres conjoncturels:

- L'accroissement du revenus dû au multiplicateur et renforcé par le phénomène d'accélération casse l'équilibre conjoncturel. L'augmentation du revenu entraîne une augmentation des dépenses de consommation qui ne peuvent être effectuées que si l'économie parvient à augmenter sa production. Or cette augmentation de production ne peut se concrétiser que si les Entrepreneurs décident d'augmenter leurs dépenses I.
- La décision d'investir dépend en grande partie du rendement escompté d'un I. L'appréciation des rendements futurs dépend d'un élément très subjectif. Ambiance optimiste => tendance expansionniste / Pessimiste => grande chance de contraction de l'économie.

##### 2 types de déséquilibre:

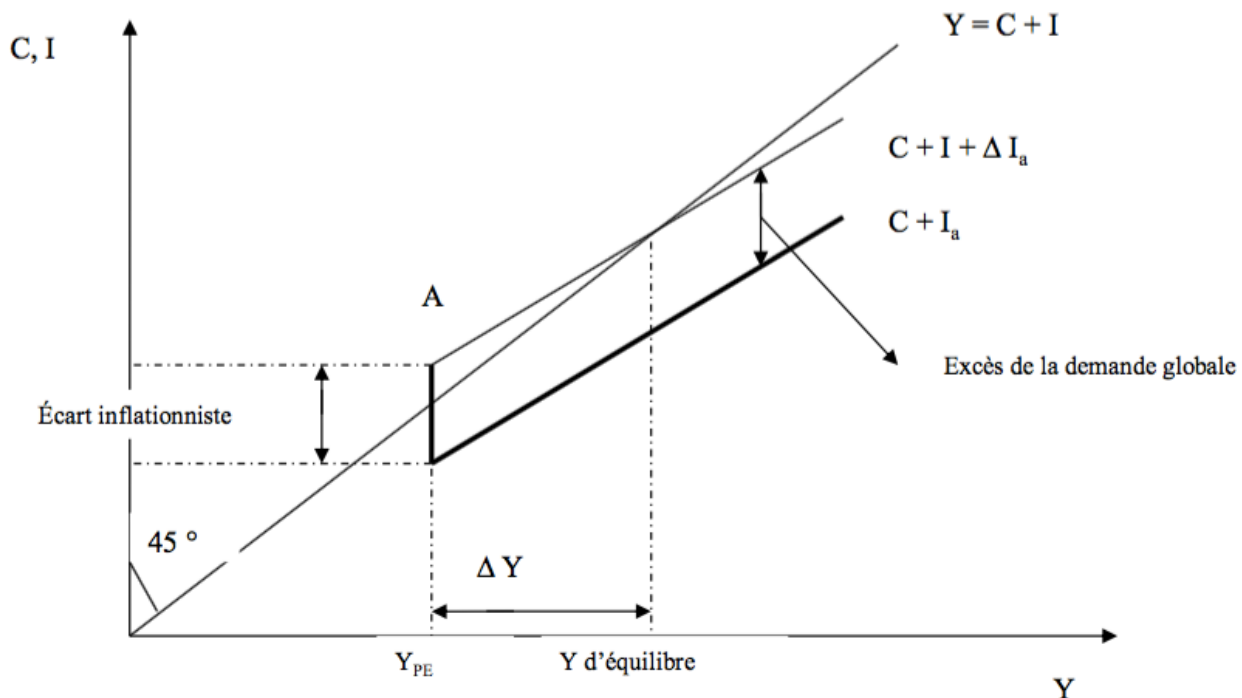
- déséquilibre inflationniste: Les entrepreneurs sont optimistes et anticipent une augmentation de la demande de bien => cherchent à augmenter la capacité de production (par l'I). Or cet I dépasse l'épargne qui est formée en plein emploi.  $I > S$ .

point A: La demande de b&s dépasse la capacité de production du pays.

De la l'écart inflationniste exprime le déséquilibre conjoncturel par le surplus de dépense par rapport aux capacités de l'économie en plein emploi. Le flux réel de l'économie n'est pas affecté. Ce n'est que le niveau général des prix qui augmente.

Le revenu nominal est égal au produit de la production en terme réel (quantité) et du niveau général des prix.  $Y = P \times Q$

Si les facteurs de productions sont pleinement utilisés, la production ne peut être augmentée à cours terme: Q reste constant. Par conséquent la variation du revenu ne peut provenir que d'un accroissement des prix.



Le revenu d'équilibre est plus grand que le revenu du plein emploi, seulement en termes nominaux.

- L'écart déflationniste: les Entrepreneurs sont pessimistes (prévoient une baisse de la D). Leur politique d'investissement seront très prudente, et donc une baisse des dépenses d'I. Le déséquilibre se trouve au point B. Seul une contraction du revenu déclenché par le multiplicateur et renforcé par l'accélérateur la ramène à un nouvel équilibre ( $Y_{d'équilibre}$ ). La diminution du revenu peut se faire en terme réel ( $Y = P \times \Delta Q$ ).

Les fluctuations du revenu dues à la variation de l'O globale. 2 facteurs à l'origine des déplacement de l'offres:

- variation des quantités disponibles des facteur de prod (travail, capital)
  - l'introduction du progrès technique
- progrès technique travail: savoir faire  
 progrès technique capital: amélioration machine  
 progrès technique indépendant des facteur: réorganisation usine

Ces facteurs affectent la structure productive de l'économie. Leurs effets sur le revenu ne se font sentir qu'à long terme. La distinction entre le cours terme et le long terme est assez flou en économie.

- En ce qui concerne le travail, une distinction temporaire de l'offre (un grève) réduit la valeur finale de la production. contribuant ainsi à un dés-équilibre inflationniste entre l'offre et la demande globale.

- en ce qui concerne le K, une incapacité temporaire du système productif peut conduire à un excédent de l'O globale, contribuant ainsi à un déséquilibre déflationniste
- En ce qui concerne le progrès technique, son introduction plus ou moins simultané et généralisé dans un processus productif peut être à l'origine des fluctuations conjoncturelles.

Cependant il convient de mettre évidence l'action de l'état sur les entreprises (fiscalité).

### **Conclusion:**

- La macro économie étudie le comportement d'un point de vue global.
- Elle considère des agrégats économiques (le niveau de la production, NGP, la croissance de la production).
- Elle s'occupe des moyens de stabiliser l'économie: elle s'intéresse aux fiscales et/ou monétaires. Qui peuvent modéré le cycle éco et favoriser une croissance.
- Une augmentation de la D (déplacement vers la droite du schéma) peut résulter d'un accroissement de l'offre de monnaie, d'une diminution des taxes et impôts et/ou d'une hausse des dépenses publiques.
- Le déplacement de l'offre pourrait être dû à un progrès technique ou à un accroissement des ressources économique et/ à la réduction de leurs coûts.
- L'effet sur la production de l'offre et la demande dépend de la pente et de la position de chaque courbe sur le graphique

### **II - Les désaccords des écoles de pensée en macroéconomie**

## **CHAPITRE 2 : LES DESACCORDS DES ECOLES DE PENSEE EN MACROECONOMIE.**

Depuis maintenant deux siècles, les économistes se demandent si oui ou non l'économie à tendance à se déplacer spontanément vers un équilibre de long terme et de plein-emploi sans avoir besoin de l'intervention de

l'État. La pensée économique moderne s'est constituée au 19<sup>ème</sup> siècle. Cependant, dès la fin du 18<sup>ème</sup>, un auteur, Adam Smith a « jeté » les bases du courant libéral-contemporain. Mais avant lui, les mercantilistes recherchaient déjà les moyens d'enrichir la nation et les physiocrates prônaient le libéralisme. Constitution de la pensée économique : les deux grands premiers courants économiques sont les mercantilistes et les physiocrates et tous deux sont très différents. En effet, pour les mercantilistes, l'État doit forcément intervenir dans l'économie, alors que pour les physiocrates, il y a un « ordre naturel qu'il ne faut pas perturber ».

## **I. Rappel sur les apports théoriques de différents courants.**

### **A. Le courant mercantiliste.**

Les principes généraux du mercantilisme (fin 16<sup>ème</sup> - début 18<sup>ème</sup>) considèrent que la richesse est avant tout monétaire et fondée sur la possession des métaux précieux. La pratique mercantiliste diffère selon les pays : école française (industrie), anglaise (commerce) et espagnole (métaux précieux). L'auteur mercantiliste le plus important à cette époque est Colbert (français). Selon ce courant, l'État doit mener une politique protectionniste dont les principales modalités sont l'interdiction d'exporter des céréales et le relèvement systématique des droits de douanes, notamment afin de protéger les nouvelles industries. De plus, l'État doit encourager la création de manufactures et de compagnies de commerce car cela doit permettre d'augmenter la P<sup>o</sup> et les exportations des ressources nationales.

- plusieurs écoles mercantilistes:
    - Espagnol: accroître les richesses et empêcher l'argent de quitter les frontières.
    - Anglais: exporter le plus possible au prix le plus élevé possible et importer le moins possible. (très protectionniste)
    - Français: il faut développer l'activité manufacturière (Colbert). Les principes de Colbert sont très libéraux, pourtant il considère que l'état a de nombreux devoirs: il doit favoriser le retour à la stabilité économique intérieure (gérer l'économie), l'état doit mener une guerre d'argent contre tous les états d'€ (la quantité de monnaie en circulation en € étant stable, tout progrès économique national se fait au détriment d'autres nations)
- => jeu à somme nulle: mercantiliste (toujours un gagnant qui exporte et règle les devises, et un perdant qui importe)
- => Colbert est un théoricien et un praticien: il pose les bases des pratiques interventionnistes et réglementaire d'une tradition de l'état en France.



- L'État doit mener une politique protectionniste dont les principales modalités sont l'augmentation des droits de douane (pour protéger nos industries nouvelles).

### **Les prémices de la pensée libérale : l'école des physiocrates.**

Les physiocrates (1750) sont les 1<sup>ers</sup> libéraux. Ils réagissent contre les mercantilistes car ils pensent que l'enrichissement monétaire ne doit pas être l'objet de l'éco et que seuls les producteurs agricoles constituent une véritable richesse.

Selon ce courant, l'agriculture est la seule activité qui permet de produire un surplus (un produit net) au-delà des matériaux utilisés. L'activité manufacturière est donc stérile et transforme les richesses mais n'en crée pas.

- ⇒ La seule utilité de l'industrie est de fournir à l'agriculture des biens de P° (que les physiocrates nomment « avances ») et dont l'utilisation permet d'augmenter les rendements.
- ⇒ Avec les physiocrates, la richesse devient matérielle et non plus, comme l'affirmaient les mercantilistes, uniquement monétaire.

### **B. La constitution du courant libéral et les conséquences en matière de politique.**

Le libéralisme repose sur deux principes :

- Le respect de l'ordre naturel, c'est-à-dire que l'État ne doit pas intervenir dans l'économie.
- Les comportements individuels, c'est-à-dire que chaque individu, en cherchant son intérêt personnel, œuvre pour l'intérêt général.

Les libéraux sont des utilitaires car ils affirment que :

- La motivation principale de chacun est de chercher à maximiser son utilité (son degré de satisfaction).
- La société idéale est celle qui permet de maximiser l'utilité totale.

L'approche classique considère que les prix et les salaires sont flexibles et que l'économie est stable. C'est pourquoi l'économie s'oriente automatiquement et rapidement vers son équilibre de plein-emploi.

La Révolution industrielle (18<sup>ème</sup> siècle) révèle un nouveau courant, qui est un fondement de la pensée économique moderne.

### **Adam Smith.**

Il est le fondateur de l'économie libérale moderne. Il considère que, contrairement à ce que pensent les mercantilistes, la véritable richesse

n'est pas l'or mais le produit qu'on peut consommer. La richesse provient donc de la P° matérielle. De là, une partie de sa théorie va être consacrée à la déterminer les moyens d'accroître cette P° afin d'enrichir la nation. Pour Smith, le rôle de l'État est minimal et est limité à 3 fonctions : (deux régaliennes et une tutélaire)

- Protéger la nation contre les autres nations = armée => fonction régaliennne.
- Protéger les individus contre l'injustice et l'oppression = justice et police => fonction régaliennne.
- S'occuper des travaux d'infrastructures nécessaires au développement économique et non rentables pour le secteur privé => fonction tutélaire.

### **Malthus - La loi sur la population. 18e - 19e**

Il rejette toute action sociale de l'État, qu'il accuse de nuire à la régulation démographique. C'est-à-dire qu'en l'absence d'obstacles à la croissance, l'augmentation de la pop suit une progression géométrique tous les 25 ans.

⇒ Selon lui, il faut des guerres et des famines pour réduire le nombre de personnes et donc augmenter le salaire.

### **Ricardo - La théorie de la répartition - Le libre-échange et la spécialisation. 18e-19e**

Il deux grands thèmes d'étude :

- Le libre-échange et la spécialisation (avantage comparatif).
- La théorie de la répartition => à long terme, la croissance économique devient nulle. Pour faire face à l'accroissement de la demande induite par l'augmentation de la population, il est nécessaire de cultiver de nouvelles terres de moins en moins fertiles et dont le rendement est décroissant. C'est-à-dire à dire que ces terres là nécessitent plus de travail pour les cultiver => hausse des prix => hausse des salaires. Il en résulte que la rente foncière versée aux propriétaires augmente au détriment des profits, qui eux diminuent. Or, le profit étant la motivation principale de la P°, celle-ci tend vers un État stationnaire (situation où l'économie est sans croissance).

### Rappels :

Il existe trois types de rendements :

- Décroissant = plus on cultive, moins c'est rentable (agriculture).
- Croissant = plus on produit, moins les coûts de P° sont élevés => économie d'échelle (industrie).

- Constant = avantage comparatif de Ricardo (quelque soit la quantité qu'on va produire, on va toujours mettre le même temps).

La théorie de Ricardo porte aussi sur l'intervention de l'État, notamment par le biais de l'impôt. En effet, selon lui, il faut que limiter les prélèvements qui sont forcément préjudiciables à l'éco, c'est-à-dire qu'ils nuisent à l'investissement (lorsqu'ils taxent le capital) et à l'épargne (lorsqu'ils taxent le revenu).

⇒ L'œuvre de Ricardo a consolidé le courant libéral.

### **Jean-Baptiste SAY - La loi des débouchées. 18e - 19e**

Le point de vue classique de l'économie est que les variations de l'offre de monnaie que la politique fiscale (ou les autres dépenses) n'ont pas d'effets durables sur le produit et sur l'emploi. La flexibilité des prix et des salaires est donc suffisante pour maintenir le plein-emploi.

#### L'analyse classique tournée autour de la loi de Jean-Baptiste Say.

Cette théorie présentée en 1803, spécifie que la surproduction est impossible par la nature même. Ceci est aujourd'hui énoncé comme « l'offre crée sa propre demande ». Cette théorie repose sur l'idée qu'il n'y a pas de différence essentielle entre une économie monétaire et une économie de troc. C'est-à-dire que quelque soit la production, les travailleurs disposent du pouvoir d'achat. La théorie classique soutient que les salaires et les prix sont flexibles afin que les marchés se compensent ou retournent à l'équilibre très rapidement. Il s'en suit que l'économie fonctionne en situation de plein-emploi (sauf pour le chômage volontaire). Ce schéma montre que l'économie ou les prix et les salaires réels sont déterminées pas le « marché concurrentiel », c'est-à-dire par la flexibilité à la hausse et à la baisse, éliminant tout excédent de demande ou d'offre. Selon notre analyse, elle peut être écrite par une courbe de demande globale « standard et décroissante », associée à une courbe d'offre globale verticale.

Exemple : on suppose que la demande globale augmente à la suite d'une politique d'argent rare (baisse des exportations). En conséquence, la courbe DG va se déplacer à l'intérieur du schéma (à DG'). Initialement au niveau du prix d'origine (P), la dépense totale tombe au point B. On devrait avoir une brève période de baisse du produit, mais le déplacement de la demande est suivi d'un ajustement rapide du salaire et du prix (avec le niveau général des prix diminuant de P à P'). Comme le niveau des prix baisse, le produit

total retourne à son niveau potentiel et le plein-emploi est rétabli au point C.

- ⇒ Le point de vue classique de l'économie est que les variations de l'offre de monnaie n'ont pas d'effets durables sur le produit ou l'emploi.
- ⇒ D'après la vision classique, l'économie connaît seulement des défaillances brèves et temporaires du plein-emploi, c'est à dire qu'il n'y a pas de récession ou de dépression longue et que les ouvriers peuvent rapidement trouver du travail au salaire courant du marché.

On peut tirer deux conclusions d'après ce schéma :

- On observe le chômage des gens qui changent d'emploi ou de travailleurs syndiqués qui ont négociés un salaire supérieur au taux d'équilibre => le pouvoir de marché peut produire un « gaspillage microéconomique » (distorsion) car il y a du chômage volontaire ou un refus de travailler. Du point de vue des classiques, une économie n'a pas de « gaspillage macroéconomique » généralisé et persistant au sens de ressources sous-utilisées à la suite d'une demande globale insuffisante.
- Les politiques de demande globale ne peuvent pas influencer sur le niveau de chômage et du produit réel. Au contraire les politiques monétaires et budgétaires peuvent seulement influencer sur le niveau de prix de l'économie et de la structure du PIB réel (la production). Cette observation est facilement « repérable » sur le schéma (voir exemple).

Exemple : on va considérer une économie à l'équilibre au point A. Supposons que la banque centrale décide de contracter l'offre de monnaie pour réduire l'inflation. Ainsi, pendant un bref instant, au niveau du prix initial (P), il y a un excès d'offre => les prix et les salaires vont rapidement baisser sous la pression de cet excès. L'économie se déplace donc à un nouvel équilibre, qui est le point C. Cette politique a fait baisser le niveau général des prix mais le prix de l'emploi demeure inchangé car la flexibilité des prix et des salaires a assuré une transition « douce » entre l'ancien équilibre et le nouveau.

Ce modèle est important. En effet, au cœur de cette vision classique, se trouve la conviction que les prix et les salaires sont flexibles et que la flexibilité salaire-prix fournit un mécanisme auto-correcteur qui restaure rapidement le plein-emploi et maintient toujours le produit potentiel.

## C. La conception keynésienne du rôle de l'État.

La pensée keynésienne a été déterminante dans l'évolution du rôle économique de l'État au XX<sup>ème</sup> siècle. Pourtant, les politiques de dépenses étatiques se sont développées bien avant la mise en valeur de la théorie de Keynes. Le plan mis en place en 1878 est appliqué pour limiter l'essoufflement du « boum ferroviaire » par un programme de travaux publics. Cependant, il ne faut pas voir dans ce programme une « politique de soutien de la demande » (il n'en n'a ni l'ampleur ni l'ambition). Les politiques keynésiennes ont une dimension contra-cyclique tout à fait originale lors de leur mise en place. Non seulement elles provoquent des faillites et du chômage (« douleurs sociales »), mais elles peuvent également entraîner l'économie dans une « spirale déflationniste » (offre dépasse la demande => baisse des prix). Les conséquences de cette spirale peuvent remettre en danger le capitalisme. Ainsi, l'intervention de l'état selon Keynes, a pour but de remettre en cause la logique du système capitaliste, c'est-à-dire corriger ses déséquilibres.

### **Keynes impose de nouveaux raisonnements économiques.**

La pensée keynésienne est révolutionnaire dans la mesure où il apporte une explication aux insuffisances de la régulation par le marché. Bien que celle-ci existe sous des formes diverses :

- Les concepts keynésiens de la demande effective.
- La propension marginale à consommer.
- Le multiplicateur d'investissement.

Ils vont renouveler l'analyse des crises et fournir des justifications aux « politiques conjoncturelles contra-cyclique ».

Keynes réfute la loi de Jean-Baptiste Say, selon laquelle « toute offre crée sa propre demande ». Keynes s'appuie sur le concept « d'anticipation de l'entrepreneur » pour montrer que l'économie ne fonctionne pas seulement en situation d'équilibre du plein-emploi. En effet, les anticipations déterminent (suivant qu'elles soient optimistes ou pessimistes) un niveau plus ou moins élevé de l'investissement privé, qui va déterminer un niveau donné de demande effective, de production et d'emploi qui ne s'ajustent pas nécessairement à l'effectif de la population active. Les politiques monétaire et budgétaire sont susceptibles de ramener l'économie vers un équilibre de plein-emploi (selon Keynes), et cela pour deux raisons :

- En modifiant les anticipations des entrepreneurs en baissant les taux d'intérêts.
- En stimulant l'activité économique par un déficit budgétaire grâce au multiplicateur keynésien d'investissement.

Dans la situation de 2008, l'endettement privé des ménages et des banques « déprime » la demande de consommation. L'État a donc mis en place un plan de relance de la demande publique, qui a pris le relais de la demande privée déficiente. Cette demande publique est financée par l'emprunt et a permis de réinjecter l'épargne qui ne s'investissait plus par peur du risque dans le circuit de la production (la dette publique est réputée plus sûre, se substituant à la dette privée => on préfère prêter l'argent à l'État qu'au secteur privé).

Ainsi, la révolution keynésienne a combiné deux éléments différents :

- Concept de la demande globale.
- La théorie keynésienne de l'offre.

Dans l'approche de Keynes, l'offre ne crée pas précisément sa propre demande, c'est-à-dire que la demande peut « vivre sa vie ». En effet, la demande globale aide à déterminer le produit dans l'approche keynésienne. La variation par rapport aux classiques est que l'offre globale est croissante, c'est-à-dire laissant supposer que le produit augmentera avec une demande globale plus élevée (tant qu'il y a des ressources inutilisées = « produit potentiel » sur le schéma).

Analyse du schéma : quand  $D_g$  est déprimé, le produit sera à l'équilibre au point A. Si l'équilibre est au point A, on a un taux de chômage élevé. Si la demande globale passe en  $DG'$ , le niveau de produit réel augmente (il passe de A en B) avec des prix qui augmentent. Dans l'approche keynésienne, les politiques économiques qui augmentent la demande globale réussissent à accroître le produit et l'emploi. On ne sera jamais au point d'intersection entre l'offre générale et le produit potentiel.

Chez les classiques il n'y a donc pas de chômage (c'est les salaires et les prix qui évoluent) ; tandis que chez Keynes, en fonction de la situation économique, la demande va évoluer (donc le prix et la quantité).

Deux observations :

- Une économie de marché moderne peut être « piégée » dans un équilibre de sous-emploi, c'est-à-dire un équilibre de l'offre et de la demande globale dans lequel le produit est bien inférieur à son niveau potentiel et/ou une fraction substantielle de la main-d'œuvre est involontairement au chômage.

Exemple : si la demande globale (A) est faible, l'économie peut se bloquer dans un état d'équilibre avec un chômage élevé. Un pays peut aussi demeurer dans un état de faible niveau du produit et de « détresse » élevée pour un long moment parce qu'il n'y a pas de mécanisme auto-correcteur ou de « main invisible » (Smith) pour guider l'économie vers le plein-emploi.

- Cette 2<sup>nd</sup>e observation découle de la 1<sup>ère</sup>. En effet, à travers les politiques monétaire et budgétaire, l'État peut stimuler l'économie et aider à maintenir des niveaux élevés de produit et d'emploi.

Exemple : si l'État augmente ses achats, la demande globale augmente (de DG à DG'). On peut donc en conclure que l'effet serait une hausse du produit (de Q à Q'), qui réduirait ainsi l'écart entre le PIB effectif et le PIB potentiel.

#### D. L'approche monétariste.

Le monétarisme considère que l'offre de monnaie est le principal déterminant des variations de court terme du PIB nominal et des variations de long terme des prix. La principale différence entre les monétaristes et les keynésiens repose sur leur approche de la détermination de la demande globale. C'est-à-dire que les monétaristes prétendent que les variations de l'offre de monnaie sont le facteur principal qui détermine le produit et les variations de prix. Pour comprendre le monétarisme, il faut donc introduire un nouveau concept, la vitesse de circulation de la monnaie, et décrire une nouvelle relation : la théorie quantitative de la monnaie.

Parfois, la monnaie tourne très lentement. Thésaurisation = on sort de l'argent du circuit économique pour une longue période (épargne mais pas à la banque). Durant les périodes d'inflation, les gens se « débarrassent » le plus rapidement possible de leur monnaie, c'est-à-dire qu'elle circule rapidement de main en main. Cette notion de vitesse de rotation de la monnaie a été introduite par l'économiste Marshall. Elle mesure la vitesse à laquelle la monnaie circule dans l'économie, c'est-à-dire que quand la quantité de monnaie est importante par rapport aux flux de dépense, la vitesse de circulation est faible ; et inversement.

Le concept de vitesse de circulation est introduit de manière formelle par l'équation d'échange :  $MV = PQ = (p_1q_1 + p_2q_2 + \dots)$ .

M = offre de monnaie.

V = vitesse de circulation.

P = taux des prix.

$Q$  = produit réel.

$PQ$  = recette totale (prix x quantités quand on est en autarcie).

$p_1q_1$  = prix du 1<sup>er</sup> produit x sa quantité ; etc...

Cette équation peut être reformulée sous la forme de la définition de la vitesse de circulation de la monnaie en divisant par  $M$  :  $V = PQ / M$ . On mesure généralement  $PQ$  comme étant le produit (revenu global = PIB) et le concept de vitesse associé est la vitesse revenue.

La théorie quantitative de la monnaie et des prix considère que les prix varient proportionnellement à l'offre de monnaie. Bien que cette théorie quantitative ne soit une approximation « grossière », elle aide à expliquer pourquoi les pays ayant une faible croissance du stock de monnaie ont une inflation modérée ; tandis que ceux qui ont une croissance rapide de ce stock verront leurs prix devenir très élevés. Ainsi, les 1<sup>ers</sup> spécialistes ont employé le concept de vitesse de circulation pour expliquer les variations du niveau général des prix. L'hypothèse clé que ce concept est relativement stable est prévisible. La raison de cette stabilité, est que la vitesse de circulation reflète principalement les modèles sous-jacents du rythme du revenu et de la dépense.

Exemple : si les gens sont payés une fois par mois et tendent à dépenser tout leur revenu régulièrement au cours du mois, la vitesse de circulation sera de 12/ans. C'est-à-dire que les revenus pourraient doubler, les prix augmenter et le PIB total multiplié par un grand nombre de fois ; cependant, avec un comportement de dépenses inchangé, la vitesse de circulation demeurera aussi inchangée. Cela veut donc dire que c'est seulement si les gens ou les entreprises modifiaient leur comportement de dépenses ou la manière dont ils payent les factures, que la vitesse de circulation changerait.

Comme toutes les écoles de pensées, le monétarisme a différents aspects :

- La croissance de l'offre de monnaie est le principal déterminant systématique de la croissance du PIB nominal. C'est-à-dire que la politique budgétaire n'a pas d'effet sur la demande globale.
- Selon l'équation quantitative des échanges, si la vitesse de circulation ( $V$ ) est stable,  $M$  détermine le  $PxQ$ , c'est-à-dire le PIB nominal. De même, la politique budgétaire est inadéquate selon les monétaristes car si  $V$  est stable, la seule force qui peut affecter  $PxQ$  est  $M$ .



- Avec  $V$  constante, il n'y a aucune possibilité pour que les dépenses publiques (ou les impôts) aient un rôle.

Les prix et les salaires sont donc relativement flexibles. À court terme, la monnaie peut avoir un effet à la fois sur les prix et sur les quantités. Cependant après quelques années (sur le moyen terme) et parce que l'économie tend à se rapprocher du plein-emploi, la monnaie influencera essentiellement les prix.

## II. Les interventions de l'État.

On a tendance à passer d'un État-gendarme (fonctions régaliennes) à un État-providence (fonctions sociales). L'État s'insère donc de plus en plus dans l'économie. L'activité économique et sociale et son organisation sont largement influencées par les grands événements historiques, dans lesquels le pouvoir politique prend une place majeure. Nous allons donc évoquer les transformations directement provoquées par l'appareil de l'État sur les structures économiques.

### A. De l'industrialisation aux années 70's : État modernisateur des structures économiques.

#### a) L'action étatique sur l'environnement économique, les accords commerciaux et les productions prises en charges par l'État.

La révolution industrielle est l'occasion d'intervention étatique importante, plus particulièrement dans les pays d'industrialisation tardifs. Cette révolution est le produit de réactions en chaînes intersectorielles (exemple : on passe de agriculture à l'industrie), mais aussi intra-sectoriel (exemple : activité de tissage et de filage dans le secteur textile) dans lesquelles les agents économiques sont incités à adopter de nouveaux comportements plus efficaces, il ne faut pas en conclure que les États sont restés de simples observateurs au cours de ces différentes périodes.

La Révolution française est à l'origine de transformations productifs-agricoles françaises, qui sont elles-mêmes partie prenante des transformations industrielles (on a déplacé la main-d'œuvre du secteur agricole vers le secteur industriel = productivité marginale). Productivité marginale = la production est plus rentable pour un homme qui travaille dans l'industrie plu-

tôt que dans l'agriculture. Sur le cadre juridique de l'activité industrielle, l'action de la Révolution française sera très nette :

- Exemple de la loi Chapelier (14 juin 1791) : cette loi interdit les associations de salariés et d'employeurs, c'est-à-dire qu'elle était censée assurer l'égalité des partis.
- À partir de cette période, la libéralisation de la création de sociétés anonymes a aussi vu le jour.
- Code Civil de 1804, qui instaure un droit de propriété individuelle (début du capitalisme) et un droit des contrats.

Cette période de la Révolution industrielle a donc été celle de la mise en place en France des bases juridiques du capitalisme industriel.

La création de la Banque de France (en 1800) et l'instauration d'un système monétaire complètent la modernisation de l'environnement de l'activité éco.

Outre les actions législatives, l'État intervient sur le cadre commercial, c'est-à-dire que la politique douanière constitue un autre aspect important de l'intervention sur l'environnement économique. Si le 19<sup>ème</sup> siècle reste globalement un siècle protectionniste, le libre-échange marque tout de même des points avec la réduction des tarifs douaniers et de nombreux accords bilatéraux.

**De l'action sur les infrastructures de transport à une politique industrielle.**

Le chemin de fer constitue l'exemple le plus probant d'une 3<sup>ème</sup> catégorie d'intervention précoce de l'État mais cette fois encore plus directe. En effet, en tant qu'initiateur d'une modernisation des infrastructures de transport, les États interviennent partout et diversement. Même si en tous lieux dominées, l'idéologie libérale ; selon laquelle l'État n'avait pas à intervenir dans la vie économique (fonctions régaliennes) ; diverses situations poussaient plus ou moins à l'intervention (exemples : insuffisance du capital, tradition d'une administration compétente pour s'occuper des grands travaux d'infrastructures). Deux exemples de cette notion d'infrastructures :

- Anglais = l'État ne fut pas présent dans la construction du réseau, laissée à l'initiative privée si ce n'est par certaines obligations imposées aux compagnies en matière de sécurité et de dessertes (gares).
- Français = on a utilisé le régime de la demi-concession, qui confie à l'État :

❖ Le choix des tracés.

- ❖ L'achat des terrains.
- ❖ La construction des voies.
- ❖ Remet aux compagnies privées la fourniture du matériel et l'exploitation commerciale des lignes pour déterminer le principe des concessions.

## b) L'économie de guerre au XX<sup>ème</sup> siècle : réorganisation des filières de P<sup>o</sup> et administration de l'économie par l'État.

Les guerres du 20<sup>ème</sup> siècle sont les 1<sup>ères</sup> guerres industrielles, dans le sens où les capacités de P<sup>o</sup> furent déterminantes pour l'issue du conflit. Dans des situations d'économie de guerre, l'État doit assurer des responsabilités économiques allant bien au-delà des fonctions traditionnelles, allant parfois jusqu'à la prise en charge directe des secteurs concernés par l'effort de guerre.

### **L'intervention étatique en France pendant la 1<sup>re</sup> Guerre Mondiale.**

En 1914, les capacités de P<sup>o</sup> des arsenaux d'État ne peuvent suffire. De là, le ministre de la guerre passe commande auprès d'entreprises privées (sidérurgie, métallurgie, mécanique), voire même réquisitionne des chantiers navals et certaines entreprises industrielles (Michelin), qui devront se reconvertir dans la P<sup>o</sup> pour l'armée. C'est pourquoi se sont créés, à partir de 1916 (mais aussi à l'issue de la crise de 1917), des organismes intermédiaires entre les entreprises et l'État, c'est-à-dire associant entrepreneurs et hauts fonctionnaires. Leur rôle est chargé de centraliser l'information et l'affectation des P<sup>o</sup>. Ainsi, le contrôle public sur l'activité économique est donc très important, même si on ne peut parler de planification au sens strict, du fait du pouvoir partagé entre l'État et le regroupement patronal du secteur. Il restera dans l'après-guerre l'idée que le rôle des secteurs clés de l'activité devait être placé au service de l'intérêt national. L'État accentuera donc son rôle sur le secteur du transport par exemple. Il développera également des entreprises industrielles à partir des biens « confisqués » aux allemands. Il participera à la création d'institutions bancaires (Banque Nationale) afin de soutenir les paies.

### **L'intervention étatique en France pendant la 2<sup>nde</sup> Guerre Mondiale.**

Pendant la 2<sup>nde</sup> GM, les mêmes causes produisent les mêmes effets, c'est-à-dire qu'on a un dirigisme étatique encore plus accentué. Dès septembre 1939, avaient été institués des contrôles des prix, des salaires et du commerce extérieur. L'intervention de l'État progresse encore dans le secteur

de l'énergie et dans celui des transports parisiens, en initiant le regroupement du métro et du transport en surface dans la compagnie du métro, qui reste toutefois une entreprise privée. On est donc dans un modèle keynésien mais on constate que plus on avance dans le temps, plus l'État prend la mainmise sur l'économie.

### **b) Politiques structurelles et planification à la française après 1945.**

Il existe un consensus dans la classe politique française sur la nécessité de l'intervention de l'État pour promouvoir le développement économique. C'est-à-dire que la nationalisation apparaissait donc à la fois comme le levier d'une modernisation des moyens de P°, mais aussi le garant de la mise en service de l'intérêt général et aussi comme une sanction contre les attitudes capitalistes et « coupables » de collaboration.

#### **Les nationalisations.**

Elles s'étendent aux secteurs clés de la reconstruction, ceux des produits de base et du crédit. Dès octobre 1944, ont lieu des « nationalisations sanction », qui sont réalisées sous la pression directe des salariés et confirmées légalement par les ordonnances (Renault). De 1945 à 1946, ont été votées des lois de nationalisation (EDF, GDF). À cette époque, on a également nationalisé des grandes banques de dépôt (Crédit Lyonnais) et une multitude de compagnies d'assurance. On a donc verrouillé de nombreux secteurs, les plus intéressants financièrement. Dès 1948 : nationalisation du transport (Air France, SNCF...).

- ⇒ On a donc verrouillé et nationalisé tous les secteurs qui peuvent avoir un impact sur l'évolution de notre société (tous les secteurs ont subis de nombreuses modifications).
- ⇒ Les banques d'affaires échappent de justesse à la nationalisation.

#### **La planification indicative.**

Il s'agit d'une forme de contrôle étatique de l'économie spécifiquement française. Le 1<sup>er</sup> plan adopté en janvier 1947 fut prolongé jusqu'en 1953. Conformément à sa dénomination de plan de modernisation et d'équipement, il se fixait comme objectif de coordonner l'activité du secteur public pour orienter les efforts de reconstruction et de poser les bases d'une croissance à long terme. L'État avait coordonné l'argent du plan Marshall et ces résultats ont été importants puisqu'il s'est révélé efficace. En effet, l'élaboration de ce plan a permis l'affectation et le déblocage du plan Marshall. Il a été à l'origine du développement de « l'économie concertée » à travers

les Commissions du Plan, qui réunissaient les hauts fonctionnaires, les chefs d'entreprise, les syndicalistes et les représentants des consommateurs. Ce succès tend à pérenniser l'action planificatrice de l'État, avec la mise en place d'un 2<sup>ème</sup> plan, qui se fixe des objectifs élargis, notamment en matière d'industrie de transformation, puis (dans les années 60's) d'un plan visant à corriger les déséquilibres constatés lors de l'ouverture de l'économie à la concurrence extérieure. Ainsi, la planification indicative constitue donc un mode de gestion centralisé original de l'économie, qui se voulait à la fois du libéralisme et du plan impératif des économies collectivistes. L'État-producteur et l'État-organisateur de la P° sont donc des réalités du 20<sup>ème</sup> siècle, qui se concilient avec des principes de l'économie capitaliste. C'est-à-dire que la mise en place de formes diversifiées de cette intervention a répondu à des situations concrètes dans lesquelles le fonctionnement spontané du marché ne pouvait être mise en œuvre ou ne permettait pas d'atteindre les objectifs économiques requis par la collectivité nationale.

### **B. Contestations théoriques des interventions de l'État dans les années 80'.**

Les thèses monétaristes, et en particulier la réinterprétation de la courbe de Philips par Friedman vont contester l'intervention étatique keynésienne en lui imputant la responsabilité de la montée de la « stagflation » (= croissance économique faible avec une forte inflation).

Les arrivées au pouvoir de la Dame de Fer et de Reggan (années 80's) vont imposer des politiques dont l'objectif prioritaire est la lutte contre l'inflation (à cause du manque de compétitivité), effectuant un retour aux sources libérales. Cette analyse considère plus généralement que l'État lui-même est devenu le problème majeur posé à l'activité économique.

#### **a) Aide de l'État et théories néolibérales.**

##### **Les formes d'aide de l'État au capital privé.**

L'aide de l'État s'est amplifiée, et voire même diversifiée au cours de l'après-guerre, permettant aux capitalistes de surmonter temporairement la contradiction fondamentale dénoncée par Marx. Elle prend différentes formes :

- Les dépenses sociales = prises en charge partielle du coût de formation et d'entretien de la main-d'œuvre qui ne pèse donc pas sur le capital.
- L'aide économique aux entreprises = subventions, prêts => réduction des coûts de P°.

- Les programmes de relance publique = contrecarre l'insuffisance de la demande privée (exemple de 2008). Les nationalisations permettent au capital privé concentré de faire remonter leur taux de profit en dévalorisant la partie du capital, qui passe sous le contrôle de l'État.

### **La crise du capitalisme monopolistique d'État.**

*Monopole* = un seul vendeur et une multitude d'acheteurs (plus on va vendre d'unités, moins l'unité vendue sera cher, il vaut donc mieux moins vendre).

*Concurrence pure et parfaite* = multitude d'entreprises et une multitude d'acheteurs (personne ne peut influencer le prix ou la quantité).

*Oligopole* = quelques vendeurs et une multitude d'acheteurs.

*Duopole* = deux entreprises et une multitude d'acheteurs.

La crise du capitalisme monopolistique d'État résulte, selon P. Bocarra, du blocage de la croissance lors de l'entrée dans la crise avec montée du chômage. Le renforcement de l'action de l'État n'ayant pas produit les résultats attendus. E, effet, selon les monétaristes, les initiatives que prend l'État pour relancer l'activité économique et faire diminuer le chômage sont bloquées par les anticipations adaptatives des agents.

### **Friedman réinterprète la courbe de Phillips.**

La courbe de Philips a été construite en 1958 par deux statisticiens. C'est une étude qui a été menée au Royaume-Uni et qui fait état d'une relation inverse entre le taux d'inflation et le taux de chômage. Elle était interprétée par les auteurs comme un effet à la baisse du taux de chômage sur la croissance des salaires et l'inflation par un mécanisme de marché classique en période de rareté du travail. Les salaires montent mais aussi les prix ; et inversement, quand les travailleurs sont en surnombre par rapport aux emplois disponibles.

Friedman part de l'hypothèse que c'est l'inflation qui est à l'origine d'une baisse du chômage, via la création monétaire occasionnée par la politique de relance keynésienne. Mais cet effet n'est que temporaire, c'est-à-dire que jusqu'au moment où les agents corrigent leur comportement en fonction de l'inflation observée, provoquant ainsi un retour au niveau initial d'activité et d'emploi, mais avec un niveau d'inflation supérieur à celui qui prévalait avant la politique de relance. Les agents économiques s'adaptent donc à la stratégie de relance de l'État, la privant de son efficacité sur le chômage => « anticipation adaptative ».

C'est à partir de cette dénonciation de ces effets négatifs de la politique de relance que vont donc s'orienter vers l'équilibre concurrentiel du marché (donc vers l'aspect libéral). En rendant l'État responsable de la stagflation, Friedman restaure le prestige du marché régulateur.

[Les 5 apports de Keynes : le multiplicateur ;  $I = S$  ; le taux d'intérêt ; la demande effective ; la propension marginale à consommer].

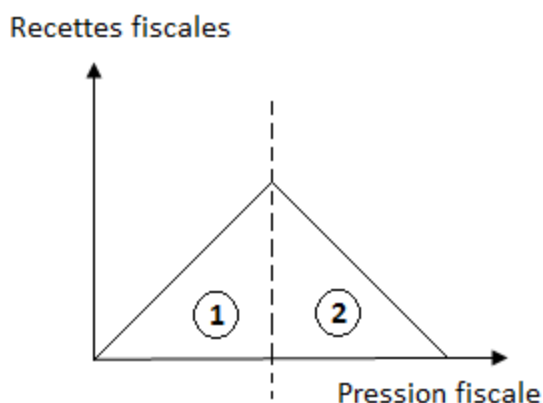
### b) Les travaux des économistes de l'Offre (années 80's).

Une 2<sup>ème</sup> étape est franchie avec les travaux des économistes de l'offre, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de revenir sur la loi des débouchées de J-B Say.

En effet, pour les économistes de l'École de l'offre, les réglementations diverses imposées par le gouvernement américain aux entreprises entravent l'offre ; tandis que les dépenses sociales découragent le travail et encouragent le développement du nombre des assistés.

Laffer popularise la thèse selon laquelle « trop d'impôt tue l'impôt », avec le tracé d'une courbe qui montre les évolutions entre les recettes fiscales en fonction du taux marginal de pression fiscale.

**Schéma de la courbe Laffer :**



1. L'État taxe moins de 50% du revenu, on continue donc de travailler.
2. L'État taxe plus de 50%, on est donc de moins en moins motivé à travailler.

La pression fiscale dépassant un certain seuil, les comportements de réduction de la quantité de travail fournies et d'investissement réalisés se déclenchent, provoquant un ralentissement, voire une baisse de la richesse produite, et ainsi un effet contre-productif sur le niveau des recettes fiscales. Il convient donc, quand un État se trouve dans la 2<sup>nd</sup>e partie de la courbe, qu'il réduise les prélèvements marginaux pour voir ses recettes fiscales augmenter. Un certain nombre d'interrogations pèsent néanmoins sur

le niveau optimal des recettes fiscales, dont le niveau peut varier d'un pays à l'autre en fonction de sa culture et de ses préférences d'organisation sociale.

### c) L'analyse des théoriciens de l'économie du bien-être.

➤ Les dépenses publiques satisfont-elles l'intérêt général ?

Les théoriciens de l'économie du bien-être ont admis que le marché ne peut pas fonctionner de façon parfaite. C'est-à-dire qu'avant de remettre dans les mains de l'État la P° de certains secteurs, certains économistes proposent d'étudier comment il fonctionne lui-même pour s'assurer qu'il fera mieux. Ainsi, ils s'efforcent de démontrer que, contrairement à ce qui est supposé dans l'approche traditionnelle, l'action de l'État ne s'effectue pas en fonction de l'intérêt général. C'est-à-dire que les hommes politiques ne sont pas des agents économiques au-dessus des autres mais des individus qui ont leurs propres préférences et qui cherchent à maximiser leur utilité en termes de gains monétaires, mais aussi de pouvoir, de prestige, etc....

Les hommes politiques en démocratie doivent leur position au vote des citoyens et les auteurs supposent qu'ils cherchent avant tout à être réélus. Ils sont donc par nature sensibles aux pressions des électeurs, qui les poussent à faire prendre en charge toujours plus de dépenses à la collectivité, même si celle-ci ne s'impose pas du strict point de vue de l'utilité collective. Cette réflexion débouchera sur tout un ensemble de solutions (dont certaines ont été mises en place) visant à encadrer et à limiter les marges de manœuvre budgétaire et administratives de l'État dans différents sens (exemple : la mise en concurrence des services publics avec les services privés).

Exemple : le sauvetage des banques par les États en 2008 a constitué un nouvel argument pour ceux qui critiquent la légitimité et la neutralité de l'État. L'argent du contribuable a été utilisé pour sauver les banquiers imprudents, socialisant ainsi les pertes ; alors que les gains précédents étaient privés. C'est-à-dire que l'État se trouve placé devant l'obligation d'intervenir pour éviter la faillite en chaîne du système financier, ce qui ne peut qu'encourager par la suite de nouvelles prises de risques excessives => « dilemme de l'aléa moral ».

### III. Le poids économique de l'État.



La question de la mesure de la place occupée par l'État dans la vie économique s'inscrit dans le débat qui oppose les libéraux et les keynésiens.

### A. Mesure et interprétations théoriques du poids économique de l'État.

Établir une mesure rigoureuse est difficile et un classement des pays sur une échelle de l'interventionnisme l'est encore plus et ceci car les interventions de l'État sont multifformes.

#### a) Des indicateurs statistiques pour mesurer les interventions de l'État et leurs limites.

La traduction financière des actions économiques et sociales de l'État sous la forme des prélèvements obligatoires et des dépenses publiques rapportées au PIB ; fournit des indications de l'intervention de l'État, même s'ils ne sont pas parfaitement fiables.

#### Analyse du tableau :

On note une hausse des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires après les deux guerres mondiales. On note également le phénomène nommé « l'effet-cliquet », c'est-à-dire que lorsque nos revenus augmentent on continue de dépenser autant qu'avant cette augmentation (on reste un moment sans dépenser plus). Il serait dû à des effets de déplacement qui rendent le maintien des dépenses publiques nécessaires pour deux raisons :

- Les charges liées à la reconstruction.
- Le niveau des prélèvements obligatoires acceptable a un effet d'accoutumance (acceptation de la baisse des dépenses publiques).

La France ne fait pas exception et connaît la même évolution que l'ensemble des pays industrialisés.

#### b) Progression de la dépense étatique (de 1950 à 1980), puis stabilisation sur la période 1995 - 2005.

Depuis les années 60's, on observe une nouvelle tendance à la hausse puis de stabilisation des indicateurs dans les différents pays, qui conservent toutefois des niveaux de dépenses et de prélèvements assez différents. Les Trente Glorieuses ont été celles de la mise en place de l'État-providence en Europe. Tandis que les dépenses sociales restaient en retrait aux États-Unis,

les années de crises ont elles aussi fait augmenter les diverses formes d'intervention. C'est-à-dire que les dépenses publiques constituent pour une part le reflet des choix de politiques publiques et de degré d'intervention de l'État dans l'économie. Le modèle libéral s'oppose au modèle européen continental, qui est plus interventionniste. Comparés aux autres pays de l'OCDE, les pays de l'Union Européenne se distinguent par le poids des dépenses publiques.

En effet, en moyenne, celles-ci représentent 48% du PIB en 2002 alors qu'aux US c'est 37%. Cependant il faut relativiser la portée de ces classements, d'abord qu'il existe des problèmes de mesure des dépenses publiques pour les comparaisons internationales, qu'il s'agisse du niveau ou de la composition de celles-ci. Certains pays ont recours à :

- Des dépenses fiscales au lieu d'engager des dépenses directes (exemple de la France avec le quotient familial => réduction des impôts selon le nombre d'enfants).
- Des régimes d'assurance privée pour la retraite => le chômage ou/et les fonds de santé ne sont pas par définition comptabilisés dans les dépenses publiques, mais restent néanmoins à la charge des ménages (exemple des fonds de pension aux US et les assurances maladies privées).

Ainsi, au Japon et aux US, le niveau des dépenses publiques apparaît plus bas qu'en Europe mais la réintégration des cotisations volontaire réduit fortement les écarts observés entre les pays libéraux et les pays interventionnistes.

Des travaux menés au sein de l'OCDE ont montré que la prise en compte de ces facteurs aboutit à réduire l'écart des ratios de dépenses dans le PIB entre les États de plus de 40 %. Une telle prise en compte aboutit d'ailleurs à un classement différent des pays pour le ratio dépenses sociales sur le PIB : les US étaient en 2002 le 3<sup>ème</sup> pays avec le taux brut de dépenses sur le PIB le plus bas. Mais le 10<sup>ème</sup> sur un groupe de 18 si l'on s'intéresse à l'ensemble des dépenses sociales nettes rapportées au PIB.

Les gouvernements ont tenté de maintenir la progression des dépenses publiques dès la 2<sup>nde</sup> GM, la France procédant à un contre-courant, c'est-à-dire à une relance keynésienne à partir des années 80's. Cependant, ce n'est qu'à partir des années 80-90's que la stabilisation est intervenue dans l'OCDE, à l'exception du Japon, qui est victime d'une « panne de la croissance ».

### c) Un retour massif et temporaire de l'État ?

(Prochain cours)

### B. Des typologies de l'intervention de l'État pour apprécier son rôle.

(Prochain cours)

La Banque Mondiale propose un autre classement incorporant une graduation des interventions, qui va d'un simple accompagnement du marché à sa contestation au moins partielle dans le domaine économique et social.

	Pour remédier aux dysfonctionnements des marchés			Pour assurer l'équité sociale
Fonctions minimales	Fournir des biens publics purs : défense, santé publique, l'ordre public (= fonctions régaliennes)			Programme de lutte contre la pauvreté (secours aux sinistrés)
Fonctions intermédiaires	Externalités : éducation, protection de l'environnement	Réglementer les monopoles et réglementation des services publics	Comblar les lacunes de l'information (assurance) et réglementation financière	Fournir une assurance retraite par redistribution (allocation familiale allocation chômage)
Fonctions de type interventionniste	Coordonner les activités du secteur privé (promotion du marché et renforcement des filières)			Assurer une redistribution des actifs

### Conclusion

(Prochain cours)

### III - Les instruments de la politique économique